

- * Moins d'une personne sur cinq juge qu'il y a lieu de tolérer les mots grossiers tant dans les journaux que dans les émissions de radio et de télévision.
- * L'ambivalence semble être la règle en matière de violence; on la juge parfois acceptable, parfois non. Lorsqu'il y a de la violence dans les films de guerre, les arlequinades ou les parties de hockey, on ne la juge pas du tout déplacée. Lorsqu'on associe la violence à des soucis ou à des épreuves d'ordre personnel, s'il s'agit par exemple de disputes entre mari et femme, d'une émeute estudiantine ou d'un assassinat, on y voit un agent d'avilissement moral pour la société.
- * La nudité et les ébats sexuels doivent être bannis des émissions de télévision.

REPORTAGES POLITIQUES

- * Les actualités sur le gouvernement donnent généralement satisfaction. Les gens disent, en général, que les journaux accordent une place équitable aux politiciens et aux partis politiques.
- * La plupart des Canadiens ne pensent pas qu'il y ait lieu de dévoiler la vie privée des personnages politiques. Les cultivateurs ont plus tendance à dire qu'il faut faire connaître la vie privée de ces personnes. Peut-être sont-ils plus curieux ou plus méfiants que les citadins.
- * Ce sont les journaux qu'on accuse le plus souvent d'intrusion dans la vie privée. On fait état, le plus souvent, de l'attitude de la presse à l'égard du Premier ministre Trudeau. Et pourtant, la plupart des gens déclarent qu'ils aiment bien entendre parler de lui ou lire des nouvelles à son sujet. Lorsque les politiciens font l'objet de nouvelles mensongères, ce sont les journaux que l'on blâme le plus.
- * Les gens estiment que de tous les média, c'est la télévision qui soutient le plus partialement les idées du gouvernement. Ce sont les journaux qui critiqueraient le plus le gouvernement. Il ne s'agit pas là d'une attitude négative; les gens considèrent qu'il faut critiquer le gouvernement et environ 30 pour cent d'entre eux sont d'avis que les média se livrent à une critique trop modérée.

SURVEILLANCE/CENSURE

- * Les deux tiers environ des gens adhèrent au principe selon lequel le gouvernement doit pouvoir réglementer la radio et la télévision. Une personne sur cinq estime qu'il devrait exister un organisme quelconque pour réglementer l'information écrite.
- * Sept Canadiens sur dix croient qu'aucun médium n'a entière liberté au sujet de ce qui est communiqué au public. Ils sont convaincus que certaines influences extérieures dénaturent les émissions de nouvelles. Les deux tiers environ attribuent cette influence aux dirigeants du monde des affaires et la moitié croient y reconnaître l'action du gouvernement fédéral. La moitié de ceux qui pensent à une intervention du gouvernement fédéral estiment qu'une telle influence devrait être éliminée. Un tiers des gens pensent que les commanditaires régissent plus ou moins la teneur des nouvelles et quatre personnes sur dix sont convaincues que l'influence des éléments criminels de la société y est pour quelque chose.
- * Les Canadiens ayant reçu une formation supérieure sont les plus portés à dire que les dirigeants du monde des affaires peuvent influencer tous les média.